

teurs de cette colonie autonome, nous pouvons espérer que nos relations commerciales avec ce pays se développeront dans une mesure sensible, car, je le sais, M. Deakin favorise de toutes ses forces ce commerce. Cependant, les difficultés qui se présentent ne sont pas seulement d'ordre politique. L'Australie ne compte surtout, au point de vue de l'exportation, que deux produits importants, la laine et la viande. Aujourd'hui nous achetons de la laine de l'Australie, mais c'est surtout par le canal de la Grande-Bretagne; il pourrait arriver que si nous avions des communications directes avec l'Australie, nous pussions faire venir directement ces articles de l'Australie au Canada. Toutefois, si je ne me trompe l'Australie ne peut pas vendre de viande sur le marché canadien et je me demande si les opinions de l'honorable ministre du Commerce dans les questions de tarifs douaniers lui permettraient de seconder les efforts des partisans de ces relations. Quoi qu'il en soit, certaines parties du Canada ne verraient pas d'un bon œil un pareil projet. Quant à moi, j'estime qu'il conviendrait de faire certains sacrifices dans le but de développer notre commerce avec l'Australie. A l'instar de l'honorable ministre (M. Foster), je dis que l'Australie offre au Canada un vaste champ où nous pourrions écoulé les produits de nos manufactures; s'il est possible de décider le gouvernement australien à nous accorder une légère préférence sur les Etats-Unis, nous retirerons des bénéfices énormes de cette situation. Je crois qu'avant longtemps nous pourrions augmenter le volume de nos exportations en Australie qui représente aujourd'hui \$1,000,000 par année et porter ce chiffre à \$12,000,000. J'accepte l'idée d'envoyer des commissaires en Australie. Nous avons déjà dans cette partie du monde un agent canadien très dévoué, M. Ross, qui connaît à fond son travail et dont l'esprit de conciliation et la diplomatie sont reconnus. Il possède la confiance de tous les partis en Australie et l'on ne pourrait trouver ailleurs quelqu'un qui fût plus compétent que ne l'est ce fonctionnaire pour mener à bien une convention de cette nature.

Cependant, M. Ross ne pourrait rien faire en vue de ces pourparlers sans se tenir en communication constante avec le Gouvernement canadien. Il serait préférable d'envoyer un commissaire à Washington. (Rires et exclamations.) J'ai dit "à Washington" et je regrette ce *lapsus*. Nous avons déjà envoyé un commissaire à Washington et il a échoué dans sa tâche.

M. FOSTER (Toronto): Votre cœur en saigne encore.

Sir WILFRID LAURIER: Je ne regrette certainement pas d'avoir agi comme je l'ai fait; ce que je regrette, c'est que la population n'ait pas envisagé cette question au

même point de vue où nous la considérons nous-mêmes et qui était le seul rationnel, à mon sens. S'il nous faut envoyer un commissaire en Australie, il n'y a pas d'homme plus apte à remplir cette fonction que l'honorable ministre du Commerce et l'Industrie qui a tous les titres requis en vertu de sa fonction et qui fera preuve de cet empressement qu'il montre à se renseigner sur tous ces sujets. Je n'aurais pas peur qu'il goûtât aux vins légers de l'Australie; j'estime donc que si l'honorable ministre (M. Foster) se rendait en Australie pour y travailler de concert avec M. Ross, il pourrait conclure une convention commerciale avec les gouvernements des colonies sœurs. Le principal embarras au sujet de cette entente provient de ce que les deux parties intéressées seraient fermement attachées à la politique de protection; il est excessivement difficile à un partisan de ce système dans un pays de convaincre un autre partisan de la protection qui habite une autre contrée de lui céder la place en abaissant le tarif.

M. FOSTER (Toronto): Comment les choses se sont-elles passées à Washington?

Sir WILFRID LAURIER: Là il s'agissait d'un échange réciproque des produits naturels. Dans ce cas-là l'une des difficultés qui ont surgi—et qui se présentera également dans le cas qui nous occupe—provenait du secret des négociations. L'honorable ministre (M. Foster) a laissé entendre qu'il suffirait aux commissaires de s'associer à la même table et de se communiquer mutuellement leurs avis, enfin que c'était la le moyen qu'il fallait prendre pour en arriver à un résultat; pourtant, on a qualifié de "secrètes" les négociations poursuivies d'après ces données l'année dernière; on a été jusqu'à leur accoler l'épithète de "dangereuses". Avec quelle éloquence l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie n'a-t-il pas soulevé ces objections l'année dernière! Mais qu'il ne s'effraye lui-même des arguments qu'il invoquait alors; qu'il entame lui-même des négociations secrètes avec le gouvernement de l'Australie, s'il le désire; s'il réussit à conclure une convention commerciale avantageuse pour le Canada, nous l'approuverons.

Le parti ouvrier de l'Australie se compose principalement de protectionnistes; la moitié du parti fusionnaire est formée de protectionnistes. Il serait difficile pour l'honorable ministre du Commerce et de l'Industrie de persuader aux protectionnistes de l'Australie d'accorder aux manufacturiers canadiens une préférence sur leur marché. Ce serait quelque chose qui ressemblerait à ce que veulent les protectionnistes du Canada qui sont prêts à accorder à la Grande-Bretagne une préférence sur les articles manufacturés, à condition que le fabricant britannique ne fasse